

L'éternel retour du marchepied de la droite à l'extrême droite

Comme dans les années 1920 et 1930, ce sont les droites apeurées par les conséquences de leurs propres échecs qui ouvrent la porte du pouvoir à l'extrême droite. L'ordre social et économique passe avant les leçons de l'histoire.

[Romaric Godin](#)

2 juillet 2024 à 09h33

Les ombres du passé n'ont jamais été aussi présentes. En ces jours où l'extrême droite menace de s'emparer du pouvoir en France avec un tiers des voix, l'écho des basculements italien et allemand des années 1930 est assourdissant. Dans les deux cas, ce basculement a été le produit d'une alliance avec une droite apeurée par les conséquences de ses propres échecs. Ce sont ces apprentis sorciers qui font, *in fine*, disparaître la démocratie.

Et ce sont les mêmes que l'on voit revenir dans la France contemporaine sous des visages différents. L'alliance des Républicains (LR) tendance Éric Ciotti avec le Rassemblement national (RN) a ainsi été suivie par les pondeurs de gazelle de plusieurs responsables de la majorité présidentielle et de la droite dite « républicaine » appelant à ne pas choisir entre le Nouveau Front populaire (NFP) et le RN.

L'ancien premier ministre Édouard Philippe, la présidente de la région Pays de la Loire (Horizons), Christelle Morangis, ou encore les ministres Dominique Faure et Bruno Le Maire, ont choisi cette voie du « ni-ni ». Une voie appuyée aussi par un éditorial du [Figaro](#) qui, dans les circonstances actuelles, revient à préférer le risque de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite à celui de renforcer à l'Assemblée nationale un groupe de gauche. Le député européen LR François-Xavier Bellamy, lui, avait même appelé [le 13 juin](#) à voter RN pour faire barrage à « l'extrême-gauche » au deuxième tour.



Bellamy, Édouard Philippe, Bruno Le Maire, Christelle Morangis et Dominique Faure.
© Photomontage Mediapart

Sans doute ces braves défenseurs de la société libérale et de la « République » pensent-ils que le danger n'est pas si grand que l'on en soit réduit à voter pour un candidat de gauche. Sans

doute croient-ils que leur fermeté leur permettra de réaliser une nouvelle union des « centres » qui viendra, en son temps, prendre la place du RN.

Le funeste pari des droites

Mais ce pari a déjà été fait. Et il a déjà été perdu maintes fois. De 1922 à 1924, le philosophe italien Benedetto Croce a soutenu le gouvernement de Benito Mussolini, qui n'avait pas de majorité parlementaire, y voyant une « *dictature provisoire* », un simple durcissement du régime libéral lui permettant d'en finir avec le péril de la gauche révolutionnaire.

En cela, il a été massivement suivi par la droite italienne et même, un temps, par les catholiques du Parti populaire. C'est d'ailleurs cette indolence de la droite qui a permis l'arrivée de Mussolini au pouvoir après la fantasque [marche sur Rome](#). Lorsqu'en 1925, le régime se durcit définitivement, Croce rompt avec le fascisme, mais il est trop tard. Le gouffre s'est refermé sur lui.

L'absence de lucidité de la droite allemande en 1932-1933 est encore plus évidente. Alors que la politique d'austérité budgétaire menée par le gouvernement « centriste » du chancelier Heinrich Brüning a jeté des millions d'électeurs dans les bras des nationaux-socialistes, la droite allemande reste obsédée par le risque que ferait porter la gauche sur le pays.

Le 30 janvier 1933, Hitler est donc nommé chancelier et von Papen vice-chancelier. Ce dernier n'a alors pas de doute qu'il « coïncera » Hitler.

Pour rétablir l'ordre, Franz von Papen, un député du centre (le parti catholique Zentrum), a l'idée d'intégrer les nazis dans une majorité de droite et de briser ainsi le « cordon sanitaire » sur lequel Brüning s'appuyait. Il échoue lors de son passage à la chancellerie, de juin à décembre 1932, les hitlériens voulant la chancellerie.

Remplacé par un autre conservateur, Kurt von Schleicher, il construit un « *plan* » qu'il soumet au président du Reich Paul von Hindenburg et qui consiste à accorder aux nationaux-socialistes ce qu'ils veulent, la chancellerie, tout en l'entourant de conservateurs « responsables ». Ainsi sera-t-il aisé d'en finir avec la gauche, qui tout entière est rejetée, au-delà même des seuls communistes.

Le 30 janvier 1933, Hitler est donc nommé chancelier et von Papen vice-chancelier. Ce dernier n'a alors pas de doute qu'il « coïncera » Hitler. L'idée est bien la même que celle de Croce en 1922 : s'appuyer sur les nazis pour établir une dictature provisoire qui sauvera la stabilité économique du pays. Mais ce sont les nazis qui vont manœuvrer la droite. Le centre et toute la droite finira par voter, après l'incendie du Reichstag, la loi donnant les pleins pouvoirs à Hitler le 24 mars 1933.

À ce moment, les nazis n'avaient ni la majorité absolue, ni celle des deux tiers pour faire passer une telle loi. Il leur aura fallu le marchepied de la droite. Lors des élections de novembre 1932, ils avaient obtenu 33 % des voix et en mars 1933, ils en avaient acquis 44 %. Si Hitler est arrivé à la chancellerie et a pu installer sa dictature, c'est seulement avec l'appui des partis de la droite et du centre.

Là encore, elle s'en repentira. Von Papen sera arrêté après la Nuit des longs couteaux en juin 1934 et n'est épargné que par sa proximité avec Hindenburg. Pour survivre, il sera un

ambassadeur discipliné en Autriche (notamment au moment de l'Anschluss), puis en Turquie. Acquitté par le tribunal de Nuremberg et amnistié par la République fédérale d'Allemagne (RFA), il reprendra ensuite une activité d'intellectuel libéral pro-européen...

Le récit dominant des basculements italien et allemand insiste beaucoup sur les « erreurs » de la gauche italienne ou allemande. Leur responsabilité est sans doute réelle et leurs fautes indéniables, mais on oublie alors trop rapidement que si fascistes ou nazis sont arrivés concrètement au pouvoir, c'est parce que la droite leur avait concrètement ouvert la porte. Sans cette aide directe, ni les fascistes, ni les nazis ne se seraient emparés du pouvoir.

Sinistres dénis

Les bas calculs politiques d'un Édouard Philippe ou d'un Bruno Le Maire ne peuvent donc que se mesurer à l'aune de ces deux erreurs du passé. Jouer la victoire de l'extrême droite pour espérer « rebondir » ensuite est un calcul perdu d'avance et désastreux pour le pays. Car, comme le montrent les deux exemples ci-dessus, l'extrême droite ne rend pas le pouvoir qu'on lui donne.

Les Machiavel d'opérette de la droite feraient bien d'y songer : les premières cibles de l'extrême droite, ce sont les institutions et les contre-pouvoirs. Il suffit de voir comment Giorgia Meloni, en Italie, s'emploie à verrouiller le pouvoir avec [une réforme constitutionnelle](#) qui n'a rien à envier à la loi électorale proposée en 1923 par les fascistes et qui lui donnera tous les pouvoirs. Des pratiques déjà testées en Hongrie, par exemple. On ne peut pas dire que l'on ne sait pas lorsque les mêmes causes produisent inmanquablement les mêmes effets.

Peu importe donc que ces inconscients finissent comme von Papen ou comme Croce, leur responsabilité est immense. Elle traduit une réalité crue : celle d'une priorité absolue donnée à la domination du capital sur la société. Cette priorité les amène toujours à surestimer le « danger » de la gauche qui (pensent-ils) la menace directement, et à sous-estimer l'extrême droite qui ne touchera pas à l'essence de cette domination et saura se faire « discipliner » par les marchés financiers.

C'est le sens de la diabolisation de la gauche, même la plus modérée. Car lorsque le capitalisme est en crise, comme c'était le cas dans l'Italie des années 1920 et dans l'Allemagne des années 1930 et comme c'est le cas aujourd'hui depuis 2008, aucun compromis n'est plus acceptable pour les conservateurs de l'ordre social.

À lire aussi

[Giacomo Matteotti, proie du fascisme italien d'hier et d'aujourd'hui](#)

27 juin 2024

[Italie : l'inquiétant projet de réforme constitutionnelle de Giorgia Meloni](#)

16 décembre 2023

L'option autoritaire devient alors incontournable pour imposer le maintien d'un modèle économique à bout de souffle et étouffer toute contestation d'ensemble du système. Cette option est souvent ouverte par la droite conservatrice elle-même afin d'imposer ses mesures de réaction sociale. En 1932, l'Allemagne de Weimar avait déjà glissé dans une forme

autoritaire avant la nuit nazie et le régime d'Emmanuel Macron a été un moment autoritaire indéniable.

Mais comme la crise ne se résout pas, ou plutôt comme il s'agit de sauver un modèle en crise permanente, le Parti du capital n'hésite plus à se replier sur une option ultra-autoritaire, qu'il prétend temporaire mais qui finira par engloutir le pays. C'est à cette impasse sinistre que conduit l'obsession conservatrice. C'est cet aveuglement qui, à chaque fois, leur fait oublier leur responsabilité devant l'histoire.

[Romarc Godin](#)